

Le système de partis au Québec

Daniel L. SEILER

Université de Lausanne

Working Paper n.68
Barcelona 1993

D'emblée on peut s'interroger quant au statut épistémologique d'un énoncé comme: "Le système de partis au Québec". De même d'ailleurs que pour toute définition d'un système de partis qui ne correspond pas aux limites politiques et géographiques de l'État-nation. En effet on peut parler du système de partis en France comme on peut aussi, inversement, parler du système de partis de la Communauté de Madrid. Dans le premier cas on traitera d'une réalité empirique dont les cantons sont définis par le droit, la géographie, la science politique et l'histoire. Dans le second il s'agit d'une construction conceptuelle qui permet au chercheur d'axer son analyse autour d'une aire délimitée pour l'occasion.

Dans le cas du Québec on peut vraiment parler d'un système de partis en ce sens qu'il est distinct de celui des provinces voisines, comme de celui du Canada. Dans un premier temps on en définira les principaux axes structuraux, pour, dans un second temps, en cerner le développement qui, à travers l'histoire, conduit aux partis politiques actuels.

ANALYSE SYNCHRONIQUE

Le système de partis au Québec présente un certain nombre de traits qui permettent de le classer sans hésitation parmi les systèmes nord-américains. D'autres caractéristiques le relient, au contraire, aux systèmes de partis de type européen, mais là encore, il serait vain de nier quelque similitude avec les partis politiques français ou wallons ou encore de la Suisse normande. C'est avec la Grande-Bretagne, ancienne puissance tutélaire honnie —"les maudits Anglais"— que la parallèle s'avère le plus clairement. Enfin il faut ajouter une caractéristique québécoise qui apparaît avec netteté au regard du comparatiste.

La Nord-américanité

Aveuglés par un réductionnisme qui nous fait trop souvent identifier langue et nation, on oublie que langue et culture constituent deux identités bien distinctes quoi qu'en constante interaction. Une langue peut exprimer diverses cultures et, plus rarement, une culture peut s'exprimer par le biais de plusieurs langues, tel que l'ont fait certains écrivains comme James Joyce qui utilisait l'Anglais et Samuel Beckett qui préféra le Français tout en restant deux porte-paroles de la culture irlandaise; il suffit d'ailleurs de les lire en traduction espagnole, par exemple, pour que leur étroite parenté saute aux yeux du lecteur. Si le Québec est et s'affirme francophone, il n'en reste pas moins profondément nord-américain, ce qui ne signifie nullement "état-union". Cette réalité apparaît à l'observateur lorsqu'il daigne se donner la peine de s'éloigner des quartiers touristiques du Vieux-Montréal, du Carré Saint-Louis ou de la vieille ville de Québec programmés pour donner au

touriste américain ou canadien, le dépaysement que pourrait lui offrir l'Europe mais à des prix plus onéreux... Lorsqu'il s'éloigne des sentiers battus et trop balisés, pour s'engager dans le Québec profond —qui inclut une grande partie de Montréal— notre observateur constate d'emblée l'américanité de la culture québécoise: non seulement ce que les anthropologues désignent comme culture matérielle est strictement américaine, mais aussi le mode de vie et, à la limite, tout ce qui dans les valeurs, les attitudes et les moeurs échappe au religieux. Car l'originalité et la spécificité du Québec vis-à-vis de la culture américaine réside dans le catholicisme. Et c'est là encore qu'on retrouve une certaine parenté avec l'Irlande, plus qu'avec la France —la Pologne serait encore plus proche—: plus que d'un catholicisme de rédemption et de rémission par la confession, il s'agit d'un catholicisme de la faute, du péché, de la terreur de l'Enfer, d'un catholicisme fortement empreint de Jansénisme.

Si on voulait définir la culture québécoise par une formule lapidaire, ce serait le Québec est à l'Amérique du Nord, ce que la France est à l'Europe occidentale, ou encore, en élargissant le champ de la comparaison, la formule la plus heureuse serait le Québec est à la France, ce que les États-Unis sont à la Grande-Bretagne ou ce que le Mexique est à l'Espagne. On sait depuis les travaux de Stein Rokkan combien les systèmes de partis sont tributaires de leur milieu culturel.

Quels sont les principaux éléments que le système politique du Québec partage avec l'Amérique du Nord et, vue la structure de celle-ci, avec le système de partis de la puissance hégémonique qui marque ce continent, les États-Unis? On peut les distinguer aux trois niveaux de la réalité partisane: les clivages, l'organisation et la mobilisation.

Du point de vue de l'analyse des clivages, le système de partis le plus proche de celui du Québec est sans aucun doute celui des États-Unis. De ce point de vue la ressemblance entre les deux systèmes est frappante, à tel point que le Québec se distingue du Canada et des autres provinces parce qu'il s'aligne totalement sur son grand voisin du sud. Deux traits méritent d'être mis en exergue.

En premier lieu, comme les États-Unis, le Québec connaît le bipartisme parfait, alors que le Canada fédéral et les principales provinces anglophones constituent une catégorie spéciale que Jean Blondel définit comme "systèmes à deux partis et demi". Mais qu'entend-on par "bipartisme parfait"? En s'inspirant du concept de bipartisme imparfait que proposa Sani pour l'Italie et en considérant que la Grande-Bretagne possède le bipartisme ordinaire où deux partis à vocation majoritaire, s'alternent au pouvoir en dépit de la présence de petits partis, on définira le bipartisme parfait comme un système où seuls deux partis, correspondant au même clivage sont représentés au Parlement. Seuls les États-Unis, le Québec et la Nouvelle-Zélande connaissent une telle situation.

Cependant, au Parlement de Wellington le *Labour Party* et le Parti National s'opposent sur un clivage de classes, ce qui n'est le cas ni pour les USA, ni pour le Québec.

De surcroît le clivage fondamental qui, au sens de Rokkan, engendra le système de partis est le même dans les deux cas! Il s'agit du clivage centre/périphérie. Toutefois, et la différence est importante, alors qu'aux États-Unis le clivage représente un souvenir, les vestiges de conflits aujourd'hui révolus, au Québec il reste très vigoureux et divise les citoyens autour d'enjeux saillants; il a même, ces derniers temps, repris du poil de la bête... Il oppose les libéraux fédéralistes au Parti Québécois Indépendantiste.

En second lieu le Québec représente, avec les États-Unis, le seul cas de pays occidental industrialisé qui ne connaisse pas le clivage Possédants/Travailleurs alors que, dans la plupart des pays, ce clivage est prépondérant. Alors que le Canada fédéral et ses provinces anglophones possèdent un parti social-démocrate, le NDP, au Québec le mouvement ouvrier n'a pas trouvé la moindre incorporation au plan parlementaire. La situation se révèle d'autant plus paradoxale que, envisagée à partir des syndicats, la configuration du mouvement ouvrier québécois présente le même aspect que dans les pays catholiques du continent européen.

L'organisation des partis politiques québécois fut très longtemps un décalogue fidèle de celle des deux partis des États américains voisins, par exemple le Maine ou le Massachusetts. L'émergence du *Parti québécois* devait introduire, pour la première fois, un parti de masses, fondé sur l'action des militants, à l'instar de ceux que l'Europe possédait depuis plus d'un siècle. Cependant, le *Parti Libéral du Québec*, PLQ, reste fidèle au modèle des partis américains, néanmoins, les "péquistes" ont d'emblée adopté la désignation de leur chef suivant la procédure américaine, c'est-à-dire que, tant chez les libéraux qu'au PQ, le chef du parti est élu par les membres, après une campagne électorale interne et selon la modalité dite du *caucus* utilisée aux USA par les États qui n'ont pas de primaires. Cependant la ressemblance pour le PQ s'arrête là: chez les péquistes le chef du parti ne doit pas être parlementaire et son maintien à la direction du parti dépend du débat politique et idéologique interne et non du résultat des élections, c'est rigoureusement l'inverse chez les libéraux. Ainsi le fondateur du Parti québécois, René Lévesque, fut régulièrement battu aux élections jusqu'à la victoire de son parti en 1976 qui lui rouvrit enfin les portes de l'Assemblée Nationale. Ainsi son successeur Pierre-Marc Johnson quitta la direction du PQ après l'échec patenté de la ligne politique modérée qu'il défendait: tenter "le beau risque du fédéralisme". De même l'élection de Jacques Parizeau comme chef péquiste correspond à la victoire de la ligne dure et au retour aux sources indépendantistes.

Par contre point de velléités européennes chez les libéraux du Québec: on s'organise à l'américaine. Le PLQ constitue un réseau de prestige et de clientèle,

chapeauté par un état-major professionnalisé, disposant de moyens financiers et ayant recours aux techniques les plus modernes de communication politique à commencer par les sondages. N'oublions pas que, comme aux États-Unis on au Canada, la publicité de type commercial en faveur des partis est autorisée à la télévision.

La mobilisation partisane reflète la même structure que celle qui soutend l'organisation: des procédés européens et américains s'affrontent par l'intermédiaire du PQ et du PLQ interposés.

Lors des campagnes électorales la propagande électorale des libéraux dépasse en nombre celles des péquistes. Ces derniers doivent compenser leur faiblesse financière par l'avantage que leur offre leur base militante. Ceci ne signifie nullement que la propagande et le style du PQ trahissent un amateurisme bon-enfant. Dès le milieu des années soixante-dix le professionnalisme est réel et de qualité au sein du Parti québécois, il s'agit de celui qu'on retrouve au PSOE et au PS des années quatre-vingt. Il se fonde sur la contribution bénévole de professionnels issus de l'intelligentsia et non sur la rétribution de mercenaires.

Tout le rest est à l'avenant: la comparaison entre le PQ et le PLQ consiste à établir un parallèle Europe/États-Unis. Le PQ puise sa matière grise dans l'université et la haute-fonction publique en jouant sur "la cause"; le PLQ achète la sienne auprès de bureaux spécialisés contre des espèces sonnantes et trébuchantes. Le PQ recrute ses cadres dans son vivier militant auprès de gens mus par une éthique de conviction qui ont le besoin d'exister aux yeux d'autrui, ces derniers ont souvent milité dans les milieux syndicaux, associatifs ou coopératifs; le PLQ recrute les siens par cooptation, les mobiles d'adhésion étant la réussite personnelle et la tradition familiale. Enfin, le PQ agit à la base par des militants, le PLQ par des "travailleurs d'élection".

L'influence britannique

La régime politique du Québec reste un parlementarisme à l'Anglaise, en dépit de corrections sémantiques, comme le nom *d'Assemblée nationale* donné au Parlement québécois. Ceci constitue un frein à l'influence des États-Unis.

Aussi le gouvernement est composé exclusivement de députés. Le chef du parti est premier-ministre, lorsqu'il a la majorité, chef de l'opposition, lorsqu'il représente le principal parti d'opposition; lorsque René Lévesque fut battu en 70, le PQ dut créer un poste de "chef de l'opposition en chambre" attribué à Jacques-Yvan Morin. Le chef du parti est secondé par le chef du groupe parlementaire qui, pour la majorité, a rang de vice-premier

ministre. Ce dernier est en outre épaulé par un chef whip et des whips, exactement comme à Westminster.

La spécificité québécoise

On dit souvent qu'en Catalogne les électeurs détestent mettre leurs oeufs dans le même panier et votent de façon différente selon qu'il s'agisse d'élire leurs représentants aux Assemblées de Madrid, ou Parlement catalan ou aux municipalités. Les québécois ressemblent sur ce plan aux catalans, mais en pire encore. Leur tendance à diviser les votes est telle qu'elle est devenue une obligation de fait.

En effet le Québec possède trois systèmes de partis bien distincts et est composé d'organisations autonomes. Il y a le système fédéral, composé de la fédération québécoise du Parti Libéral du Canada, celle du Parti conservateur et le nouveau parti démocrate; depuis l'échec de l'accord du Lae Meech, un groupe de députés conservateurs fédéraux du Québec ont quitté leur parti pour défendre des positions proches de celles du PQ. On trouve ensuite le système québécois différent de celui fédéral et qui se compose du PLQ et du PQ. Enfin chaque municipalité possède son système de partis composé de formations diverses, aux étiquettes aussi multiples que variées, comme par exemple le Rassemblement des Citoyens de Montréal. Ainsi un libéral fédéraliste, s'il devient membre du PLQ ne sera pas, *ipso facto*, membre du PLC-Québec, s'il le désire il devra déboursier une autre cotisation; au niveau municipal, par contre, il ne trouvera aucune organisation analogue. Pour les membres du PQ la rupture est plus nette encore: seuls les partis municipaux leurs sont ouverts.

Les relations entre les systèmes de partis sont complexes. En ce qui concerne le PQ son ennemi traditionnel est le PLC de Trudeau, puis, après l'intermède Turner, le québécois Jean Chrétien. Les deux formations s'affrontèrent lors du référendum de 1980. Pour le reste le PQ adopta trois stratégies successives. D'abord l'indifférence et l'abstention lors des scrutins fédéraux. Il s'ensuivit, un vote ethnique en faveur du PLC dirigée par P.E. Trudeau, issu du Québec. La situation se brouilla totalement lorsque le PQ accéda au pouvoir au Québec. On assista à un conflit de légitimité qui ne fut tranché que par le référendum de 1980 où le gouvernement Trudeau bafoua les réglementations québécoises concernant les référendums. Ensuite -et même avant le référendum- le PQ tenta un soutien discret des sociaux-démocrates du NPD- Québec, forts du fait qu'une partie des électeurs de gauche du parti votaient en ce sens depuis longtemps. Ce fut un échec, le NPD ne parvint pas à décrocher le moindre siège fédéral au Québec en dépit d'un fédéralisme plus ouvert. Enfin lorsque les conservateurs, après maints déboires, choisirent comme chef l'irlando-québécois Brian Mulroney, le PQ leur apporta un appui discret moyennant la promesse, d'ailleurs tenue, d'une politique plus conciliante à l'égard

du Québec. Ce fut un succès, le Québec, fidèle aux libéraux fédéraux depuis longtemps, soutit massivement les conservateurs.

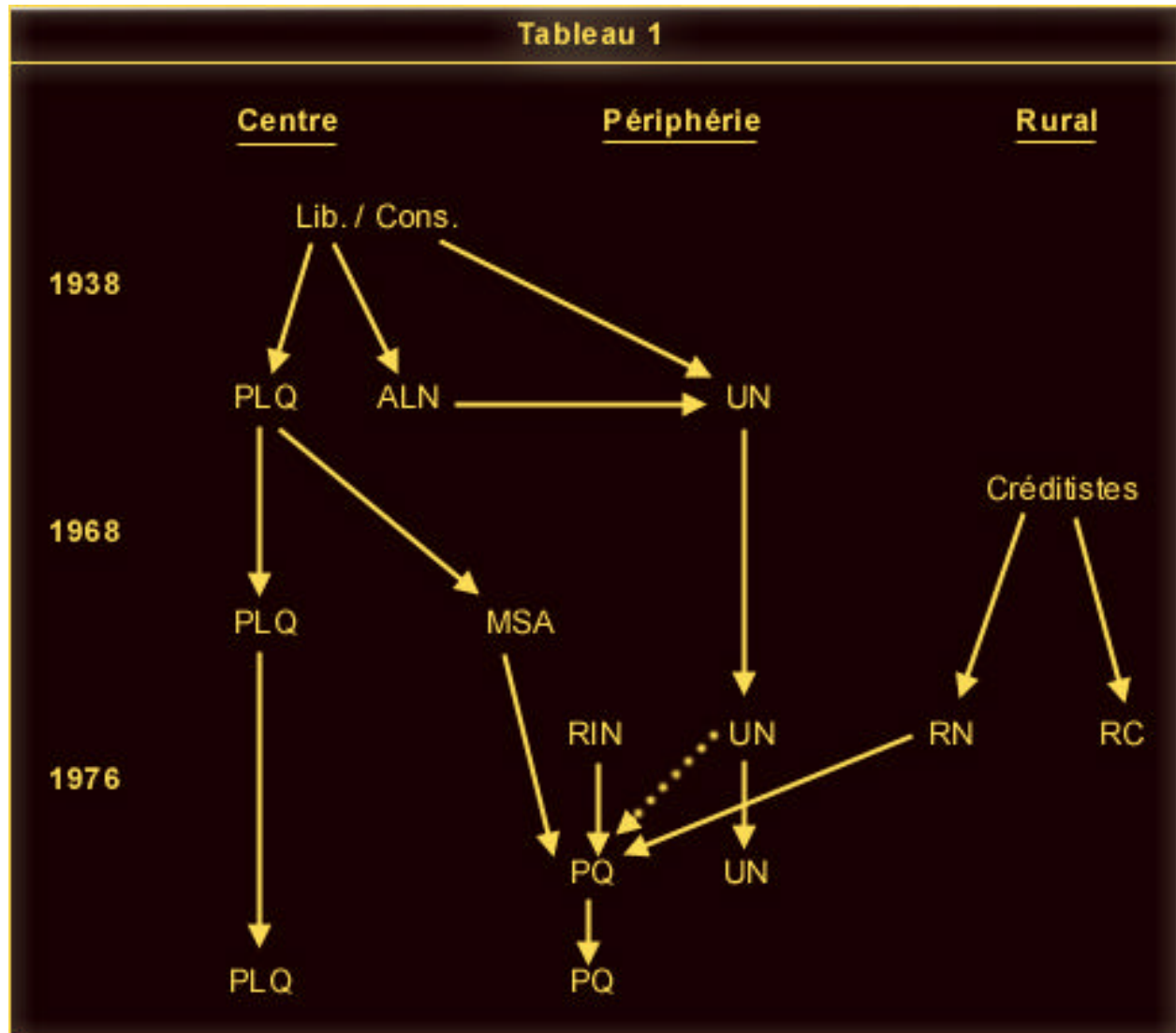
On aurait tort de croire que le pLQ s'aligne selon ses états d'âme sur les positions de son grand frère fédéral. Les tensions ont été et sont encore nombreuses, elles apparaissent lorsque les libéraux sont au pouvoir au Québec. Elles tiennent à ce que le PLQ ne partage nullement le nationalisme canadien que Pierre Trudeau insuffla au PLC. Si les libéraux de Robert Boeurassa souhaitent une présence au sein du Canada, ils la souhaitent surtout lorsqu'il s'agit de la spécificité québécoise.

ANALYSE DIACHRONIQUE

Deux caractères marquent l'évolution du système de partis à travers le temps: l'émergence tardive de vrai clivages politiques et la stabilité de ceux-ci à travers plusieurs systèmes successifs de partis. On distinguera le système cohésif des origines, marqué par l'incident Mercier, le bipartisme PLQ/Union Nationale (1938-1970), la phase de transition et celle du bipartisme PLQ/PQ.

Tableau

Tableau 1



PLQ= Parti Libéral du Québec
 PQ= Parti Québécois
 ALN= Action Libérale Nationale
 UN= Union Nationale
 MSA= Mouvement Souveraineté-Association
 RIN= Rassemblement pour l'Indépendance Nationale
 RN= Ralliement National
 RC= Ralliement Créditiste